

ACTUALITÉS

ZORÓS ET COLONS: ENCORE UNE GUERRE EN AMAZONIE

Gilio Brunelli et Sophie Cloutier

Candidats à la maîtrise,
Département d'anthropologie,
Université de Montréal



Dans une récente parution de *Recherches amérindiennes au Québec*, l'un de nous a parlé d'une société indigène de l'Amazonie brésilienne, les Zorós (voir Brunelli 1985a), que nous avons eu l'occasion de connaître lors d'une enquête ethnographique entreprise au cours de l'été 1984 lors du projet d'ethnomédecine Achuar-Pangueyen dirigé par le professeur Lionel Vallée.

En 1985, nous sommes retournés auprès de cette même population et nous y avons séjourné plusieurs mois. Pendant notre séjour, les Zorós ont dû prendre leurs armes pour défendre leur territoire. Il s'agit bel et bien d'une guerre indienne – encore une, malheureusement – à laquelle nous avons assisté et participé et dont nous voulons raconter ici les événements les plus saillants.

Qu'il nous soit permis de rappeler d'abord quelques éléments du contexte général et régional.

LE PROBLÈME FONCIER

Il existe au Brésil un problème foncier qui remonte à l'indépendance du Portugal. En 1822, la colonie devint indépendante et toutes les terres n'ayant pas de propriétaire particulier et qui de ce fait étaient domaine de la couronne portugaise, ont été restituées – d'où leur nom portugais *terras devolutas* – au gouvernement central brésilien. Et l'une des conséquences est que, encore aujourd'hui, les gens sans terre savent qu'en allant toujours plus loin, à l'intérieur des terres, au-delà des limites des propriétés privées connues, ils finiront par tomber fatalement sur des *terras devolutas*, dont l'occupation ininterrompue pendant un an et un jour leur donnera droit à l'usucapion.

Tout ceci, bien sûr, dans l'optique de la société coloniale d'abord, et de la société nationale maintenant. Quant aux Amérindiens, qui habitent ces terres – et les habitaient bien avant l'arrivée des Blancs –, ils n'ont jamais été consultés. En 1967, un amendement à la constitution les déposséda officiellement et défi-

Vieux héros zoro allant à la rencontre des otages.

nitivement du droit de propriété de leurs terres, qui passèrent à l'«União» (Brésil) qui, à son tour, en concéda l'usage aux Amérindiens tout en réservant le droit de les déplacer ailleurs chaque fois qu'elle considérait bon de le faire.

L'OCCUPATION DE LA RÉGION

La région nord-ouest du Brésil, bien que déjà pénétrée au XVII^e siècle par des aventuriers à la recherche d'esclaves indiens (*bandeirantes*), n'a commencé, malgré la construction d'un chemin de fer et d'une ligne télégraphique au tournant du XX^e siècle, à être intégrée économiquement et politiquement au reste de la société nationale brésilienne qu'à partir de la fin des années 1960 (Brunelli 1985b). C'est alors que des dizaines de milliers de personnes, paysans et autres, commencèrent à être attirées vers Rondônia et le nord du Mato Grosso, avec la promesse de recevoir de la terre vierge en quantité, et toute l'assistance nécessaire pour la mettre en valeur. Cependant, ces promesses restèrent inaccomplies et, dans la confusion qui s'ensuivit, grâce à l'inertie et à la complicité des organes officiels de contrôle, une industrie de spéculation foncière vit le jour et prospéra de plus en plus. Établis dans les principales villes qui existent maintenant dans la région, les spéculateurs vendent d'hypothétiques droits à des parcelles de terre aux migrants qui n'ont pas trouvé de terre auprès de l'INCRA (Institut national de colonisation et réforme agraire) et qui, se trouvant dans l'impossibilité de retourner dans leurs villes d'origine, doivent à tout prix se fixer quelque part dans la région. Des milliers d'hectares de terre ont ainsi été occupés illégalement sur des terres que les Amérindiens avaient réussi à garder et que les autorités brésiéliennes avaient décidé – à des moments variant selon les groupes – de leur reconnaître légalement en les constituant en *áreas indígenas* (réserves). C'est bien contre les envahisseurs de la partie sud de leur réserve, que les spéculateurs avaient vendue par petits lots

d'une part et qui avait été occupée par des paysans à la recherche de *terras devolutas* d'autre part, que les Zorós sont partis en guerre.

ÉTAT DE GUERRE CONTINUEL

Les Amérindiens de la région furent très souvent obligés de recourir à des mesures extrêmes pour essayer de préserver leur droit à la vie et à la terre¹. La lutte brutale et mortelle à laquelle on assiste encore aujourd'hui s'était engagée dès l'arrivée des premiers *bandeirantes* et avait connu, déjà, des regains de violence quotidienne à l'époque de l'extraction du caoutchouc et lors de l'exploitation des richesses minières (voir Brunelli 1985b: bibliographie).

C'est en 1978 qu'après avoir perdu de larges portions de leur territoire au profit de plusieurs grands domaines, les Zorós se voyaient reconnaître le droit à la terre qui leur restait encore, par un décret qui faisait de la portion comprise entre la rivière Roosevelt et la rivière Branco une *área interdita*. Ce territoire se trouve assez loin des projets de colonisation de l'INCRA, ce qui assura la paix pendant une première période. En 1981, toutefois, les compagnies propriétaires des grands domaines situés à l'est de la rivière Roosevelt décidèrent de transformer une piste, qu'elles avaient ouverte en 1977, en une route mieux aménagée pour y faire passer leur bétail. Construite avec l'accord et la complicité de la FUNAI (Fundação Nacional do Índio), cette voie de communication traverse toute la partie sud-est du territoire zoró (Gambini 1984) et, de fait, c'est le chemin de pénétration que les *squatters* ont privilégié pour aller s'installer sur les terres zorós. D'autres gens, venus du sud et de l'ouest de la réserve, à la recherche de *terras* supposément *devolutas*, dépassèrent les limites des secteurs Riachuelo et Cacoal du PIC (Projet intégré de colonisation) de Ji-Paraná, si bien qu'en octobre 1984 les avant-gardes de cette invasion avaient déjà franchi les limites du territoire zoró (CIMI-Regional Rondônia 1984).



Indien zoro portant les parures de guerre traditionnelles.

Cette invasion progressait donc désormais sur les terres zorós, surtout du côté sud où, déjà en 1984, «on peut observer le long de la route de vastes aires défrichées et des dizaines d'habitations» (Gambini 1984: 6, notre trad.). Bien que la situation ait été clairement dénoncée par ces deux documents, celui de Gambini et celui du CIMI, et que ceux-ci soient connus de tous ceux qui travaillent dans la région, la FUNAI ne voulut pas en prendre connaissance et préféra

ne pas intervenir. L'invasion continua donc de plus en plus, avançant directement vers le cœur du territoire zoró, si bien qu'en été 1985 les envahisseurs se comptaient par centaines.

La Banque mondiale, pressée par les chercheurs nord-américains et européens qui travaillent dans la région, avait d'ailleurs menacé de couper les fonds qu'elle octroie à la section de la FUNAI en charge de l'État de Rondônia et du nord-ouest du Mato Grosso – et, effecti-

vement, elle le fit durant plusieurs mois – si la FUNAI ne se décidait pas à s'occuper de la protection des terres amérindiennes.

En août 1985, la FUNAI accepte enfin d'agir et dit aux guerriers zorós d'aller chasser les envahisseurs de leurs terres. «La terre est à eux, dit le représentant de la FUNAI au F.A. Zoró, qu'ils la protègent.» On pourrait discuter longtemps sur cette phrase, mais rappelons seulement que la loi 5371, Art. 1, § b du 05/12/1967 stipule que la FUNAI doit assurer le droit des Amérindiens à la terre et que la loi 6001, Chap. V, Art. 34 du 19/12/1973, spécifie que pour accomplir cette tâche la FUNAI peut demander l'intervention de l'armée et de la police fédérale.

Les Zorós, toutefois, n'ont pas besoin qu'on leur répète deux fois que leur terre doit être défendue. C'est ainsi que, d'un jour à l'autre, le village se trouve plongé dans les préparatifs pour l'expédition de guerre. Faut-il répéter ici que les Zorós sont d'excellents guerriers (Brunelli 1985a)?

C'est le 21 août 1985, mercredi. Les hommes délaissent toute autre activité et se consacrent à la préparation du matériel nécessaire à la fabrication de flèches – deux types de roseau, plumes, duvet, coton, cire, noix, roucou (peinture végétale rouge) – et au rechargement des cartouches à plombs. Les femmes épiluchent des quantités impressionnantes de maïs et le pilent pour en faire de la farine. Les bruits sourds des pilons semblent alors se faire écho d'un bout à l'autre du village. Et l'on jase. La guerre est le thème inévitable de toutes les conversations et c'est aussi l'occasion de rappeler les victoires et les défaites du passé. Au fur et à mesure que les préparatifs avancent, on peut fixer la date du départ: ce sera lundi prochain, le 26 août 1985.

Tout le monde est pris dans l'agitation: les femmes vont chercher les végétaux pour préparer les peintures de guerre, roucou et genipa, les hommes chassent des aras et des éperviers pour faire des couronnes et des ornements avec leurs plumes. On dépoussière les vieux colliers de guerre, *mba-kani* et *ma-nan-kap*, ornés maintenant avec la verroterie des Blancs, et on les revêt orgueilleusement, croisés sur la poitrine.

On aiguise les machettes et les couteaux.

Le vendredi soir, les femmes commencent la cuisson des galettes de maïs qui seront la base de l'alimentation des guerriers, et la fabrication de paniers spéciaux en paille, pratiquement étanches, pour les transporter en forêt.

Dimanche matin, tout le monde participe à la prière communautaire – les Zorós ont été convertis en 1980 par les agents de New Tribes Mission, secte évangélique nord-américaine d'orientation fondamentaliste – et l'on parle de la guerre. Ensuite, les hommes prennent le matériel qu'ils ont préparé précédemment et se réunissent dans une *maloca* (maison collective) abandonnée, à l'écart du village, pour préparer les flèches. On y travaille de 10h du matin jusqu'à la fin de l'après-midi, chacun apprêtant quatre ou cinq flèches.

Au village, la tension, l'excitation, la bravoure et la crainte sont presque palpables et atteignent leur paroxysme quand, vers 18 heures, trois chasseurs, partis le jour d'avant à la poursuite d'un troupeau de cochons sauvages, rentrent au village. Partis en direction sud-ouest, ils ont fait un grand détour et rentrent maintenant du côté est. Sur le chemin du retour, à quelques heures seulement du village, ils ont trouvé un nouveau et large sentier qui traversait la forêt: les Blancs.

La langue zoró traduit de façon très expressive le crescendo des émotions qui animent les Indiens: mercredi soir on se préparait pour aller *yara ikini*, surveiller les Blancs; plus tard, on devait *yara abi*, tuer les Blancs; maintenant la rage est à son sommet: on ira *yara wa*, manger les Blancs.

Peu de gens dorment au cours de la nuit de dimanche. La prière du soir est annulée et les hommes vérifient encore une fois les armes, fusils et arcs. Les femmes pilent encore un peu de maïs que les hommes versent dans des étuis de feuilles et qui servira, en chemin, à faire de la bière. Puis, elles rangent dans les *addo* – paniers en paille que l'on porte sur le dos soutenus par une lanière qui passe sur le front – le peu de choses que les guerriers amèneront avec eux.

Et soudainement une fusillade éclate, inattendue. C'est la veillée d'armes: les guerriers déchargent leurs fusils en l'air

pour signifier qu'ils sont prêts pour la bataille.

Lundi matin, au lever du jour, les guerriers se réunissent pour partir. L'excitation a fait place à la détermination et à la stratégie à suivre. Le mot d'ordre est *yara api*: faire peur aux Blancs pour qu'ils s'en aillent. On attend les lève-tard, on vérifie une dernière fois les armes et, vers 6h, on part. Une quarantaine de guerriers empruntent le sentier du côté est et disparaissent bientôt dans la bananeraie qui entoure le village. Le représentant de la FUNAI va avec eux. Au village restent les vieux, les femmes, les adolescents, les enfants, les chiens et les hôtes.

Tout à coup, dans l'après-midi, vers 16h, une fusillade intense se fait entendre du côté est du village. Aussitôt, lançant leurs cris de guerre, les vieux et les jeunes garçons saisissent leurs armes, tandis que les femmes et les enfants se regroupent et avancent, en proie à une peur difficilement contrôlable, dans la direction d'où viennent les coups de fusil. Elles se sont peint à la hâte le visage de rouge et quelques-unes se sont armées de gros bâtons. Tous sont sûrs d'une agression blanche au village maintenant dépourvu de guerriers: «Cela s'est fait si souvent dans le passé», nous explique-t-on.

Les cris montent, lancinants, vers le ciel, bientôt suivis de cris semblables qui répondent de la forêt, d'abord à peine audibles, puis de plus en plus nets. Déjà une colonne d'une douzaine de guerriers se profile dans les bananiers. Et nous distinguons avec surprise parmi ces hommes au visage sévère trois Blancs totalement nus, couronnés de plumes et peints aux couleurs de guerre zorós. Il s'agit de prisonniers, capturés le matin, qu'une patrouille ramène au village pour y être gardés en otage. C'est une première victoire.

De la bière de manioc leur est d'abord offerte, qu'ils doivent boire de force, puis les insultes rituelles commencent. Nous ne pouvons nous empêcher à ce moment de penser aux situations analogues décrites à propos de l'accueil que les Tupinambas réservaient à leurs prisonniers de guerre, quelques centaines d'années auparavant. Nous saisissons quelques phrases, proférées avec toute la dignité amérindienne qu'accroît

leur haine pour ces Blancs. «Pourquoi êtes-vous venus vous installer sur notre terre? Pourquoi?» Et la mère de l'un des guerriers: «Pourquoi as-tu osé battre mon fils?»

Puis les otages sont habillés, soumis à un interrogatoire serré et enfermés dans la pharmacie pour y être surveillés toute la nuit par la bande des adolescents sous les ordres des vieux héros. L'ennui de cette longue veille est brisé par les récits des guerres d'autrefois contre les Araras, les Cintas Largas, les Gaviões, les Suruis et, bien sûr, les premiers *yara* (les Blancs).

Le matin, très tôt, la patrouille repart en forêt pour rejoindre les autres et la journée se passe sans autres sursauts. Les femmes s'adonnent à la préparation de quantités «industrielles» de boisson, alors que la surveillance des otages occupe les hommes. Vers 17h, trois guerriers rentrent au village. Silencieux et préoccupés, ils traversent l'espace public et se dirigent vers leurs maisons sans dire un mot.

Le jour suivant, mercredi, vers le coucher du soleil, les guerriers, par petits groupes, rentrent tous au village. La préoccupation, la fatigue et la rage se lisent sur leurs visages, mais ils passent devant nous sans un mot, ni même un regard, pour s'en aller chacun chez soi se reposer dans leurs hamacs. Un petit groupe de quatre guerriers, cependant, ne peut se contenir à la vue des otages qui sont dehors sur la place et, furieux, les obligent à rentrer précipitamment dans la pharmacie, sous la menace de leurs flèches et à coups de pied et de poing.

Cette même nuit se tiennent deux conseils de guerre: le premier, officiel, avec le représentant de la FUNAI; le second ne sera pas moins officiel, mais composé seulement d'Indiens. Vers 22h, le premier conseil terminé, les Indiens sortent et nous prenons connaissance des décisions qui ont été prises: expulser les otages et demander aux anthropologues de quitter le village. Toutefois, insatisfaits de ces décisions – qui font

surtout l'affaire de la FUNAI –, les Zorós se réunissent à leur tour par petits groupes et la discussion continue toute la nuit.

Jeudi matin, très tôt, une délégation composée des principaux chefs de guerre vient nous réveiller pour que nous écrivions une lettre au commissaire régional de la FUNAI, à Porto Velho, lui annonçant les nouvelles décisions prises par les Zorós: 1) les otages resteront au village jusqu'à ce que tous les envahisseurs soient expulsés du territoire zoró; 2) la FUNAI appellera la police fédérale pour lui ordonner de retirer tous les envahisseurs, pour éviter que les otages soient exécutés; 3) l'actuel représentant de la FUNAI au F.A. Zoró devra être immédiatement remplacé.

Il nous faut négocier notre présence au village pour un dernier mois de terrain. La plupart des gens avaient compris que nous n'étions pas des Blancs comme les autres, c'est-à-dire comme les envahisseurs et ceux pour qui les Indiens sont à peine des êtres humains. En té-



Groupes de guerriers zorós encadrant des otages blancs.

moignent ces mots d'un guerrier politiquement très important, concernant notre situation: «Ils se sont peint le visage de rouge, comme nous». Ce geste, plus que des mots, signifiait en effet que nous étions de leur côté.

Entre-temps nous avons fini par apprendre les raisons de la triste rentrée de la veille au soir. Après avoir capturé les trois otages, les Zorós avaient continué à descendre les sentiers que les Blancs avaient ouverts et, au fur et à mesure qu'ils approchaient de la limite sud de la réserve, ils avaient découvert que les campements provisoires en paille et les petits défrichements établis sur leur terre par les Blancs avaient cédé la place à de grandes maisons de bois et à des champs cultivés. Il ne s'agissait plus de quelques *squatters* dépourvus de moyens mais, déjà, de dizaines et de dizaines de familles, de hameaux en formation, de tracteurs et de tronçonneuses. Bref, toute une parcelle de la société brésilienne s'était, à leur insu, installée solidement et les Zorós comprirent subitement qu'une quarantaine de guerriers ne pouvaient faire grand-chose contre cela. C'était la défaite.

Vendredi matin, appelé par radio avant que la lettre des Zorós ait pu le rejoindre, le commissaire régional arrive, par avion. Alors que le petit Cessna roule encore sur la piste, les hommes accourant armés d'arcs et de flèches et encerclent l'avion, menaçants. Le commissaire a alors la brillante idée de braquer immédiatement une carabine vers les Indiens... qui le désarment aussitôt. Tous se dirigent alors vers le poste de la FUNAI, où la discussion s'engage. Une heure plus tard, les chefs de guerre abandonnent la réunion, furieux, et rentrent chez eux. La FUNAI a gagné sur toute la ligne: les otages seront immédiatement libérés, la police fédérale ne sera pas appelée et le représentant de la FUNAI restera au F.A. Zoró.

Avec le départ des otages, le vendredi 30 août 1985 vers 13h, se terminait la période des hostilités. Toutefois la guerre, un type de guerre différent des grands actes de bravoure si chers aux guerriers zorós, continue. Quand nous avons quitté le village, le 27 septembre, des patrouilles se succédaient deux fois par semaine pour surveiller les *yava* et, même si les Zorós déclarent qu'ils ne

veulent plus prendre les armes, il est néanmoins évident qu'ils n'accepteront pas de céder un mètre carré de leur territoire.

UN MOT POUR CONCLURE

Cette guerre de l'été 85 marque la fin d'une période de paix qui avait duré quelques années. Quelque chose venait de se briser dans l'univers quotidien des Zorós: la paix d'un monde fermé sur lui-même avait fait place à nouveau, mais peut-être différemment cette fois, et en l'espace de quelques jours, à l'inquiétude inhérente à une brusque prise de conscience de la présence des Blancs sur le territoire traditionnel et en périphérie. Le face à face avec cette société étrange, encore attrayante et si différente de la leur, et devant laquelle ils possèdent encore bien peu d'armes, allait se poursuivre pour les Zorós à travers une nouvelle étape. L'enchantement, en tout cas, semblait fini.

NOTE

1. Sont particulièrement révélatrices de cette situation certaines manchettes de journaux parmi lesquelles il est intéressant de relever quelques exemples pour les années 80 à 85, notamment les titres suivants, extraits d'une revue spécialisée sur les Amérindiens du Brésil, *Porantim*:

«Colons et Indiens en lutte pour la guerre» (avril 1980); «Nambikuaras emploient la *borduna* [bâton utilisé pour assommer] contre la Banque mondiale» (juin-juil. 1980); «Face aux compagnies d'exploitation minière, les peuples indiens résistent» [On mentionne ici les Suruis, les Uru-eu Wau-wau, les Uru-pa In, les Zorós, les Cintas Largas et les Araras] (oct. 1980); «La FUNAI retire des envahisseurs du Parque Aripuanã» (janv.-fév. 1981); «Les Suruis reprennent leurs terres» (août 1981); «La vente aux enchères de la rivière Roosevelt menace les Zorós» (oct. 1981); «Les Suruis tuent deux colons envahisseurs» (nov. 1981); «Nambikuaras: l'avancée du latifundium accélère leur fin» (mars 1982); «L'ouverture d'une route coince les Uru-pa In» (avril 1982); «Des

Cintas Largas massacrés en Aripuanã» (juin-juil. 1982); «Nambikuaras: presque un génocide» (août 1982); «Les Cintas Largas veulent balayer de leurs terres les envahisseurs» (mars 1983); «Les Indiens attaquent à nouveau» [on mentionne les Uru-eu Wau-wau] (janv.-fév. 1984); «L'INCRA fait invasion en Rondônia» [notamment les terres des Gaviões et des Araras] (juin-juil. 1984); «Les Indiens font front commun contre les envahisseurs» [les Suruis, les Cintas Largas, les Gaviões, les Araras, les Zorós et les Makuraps] (sept. 1984); «Deux peuples indiens voient leur terre envahie» [les Makuraps et les Sakuraps] (mars 1985); «Les Makuraps et les Sakuraps abandonnés et encerclés» (juin 1985); «Les Suruis luttent pour le droit à la vie» (sept. 1985); «Le gouverneur de Rondônia veut réduire de moitié la réserve Uru-eu Wau-wau» (oct. 1985). [Note traduction]

OUVRAGES CITÉS

BRUNELLI, Gilio, 1985a: «Bebe! Bebe!... jikko! Les Zorós vont à la chasse». *Recherches amérindiennes au Québec* XV (3): 45-57.

—, 1985b: *Le développement contre les Indiens*. Communication présentée au congrès «Sud/Sud - Rapports entre l'Afrique, l'Amérique latine et les Caraïbes», réunion conjointe de l'ACEJAC et l'ACEA, 15-17 mai 1985, Université McGill, Montréal, 21 p.

CIMI-Regional Rondônia, 1984: Archives.

GAMBINI, Roberto, 1984: *Segundo relatório de visita à Frente de Atracção Zoró*. São Paulo, texte photocopié, 31 p.

PORANTIM, *em defesa da causa indígena*, 1980-1985: années complètes, Brasília.